

## PRIX DE L'ABONNEMENT

PAR AN :

DÉPARTEMENT, six mois. . . 7  
 REMIREMONT, six mois. . . 6 50  
 FRANCE, un an. . . . . 13

## ANNONCES

La ligne : { Judiciaires. . . 40 c.  
 Ordinaires. . . 20 c.  
 Réclames. . . 25 c.

# LE PEUPLE VOSGIEN,

## LE PEUPLE VOSGIEN

PARAIT LES

MARDI ET VENDREDI.

S'adresser, pour ce qui concerne la rédaction et l'administration, au citoyen A. THÉATIN, rédacteur-gérant, à Remiremont.

Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

## JOURNAL DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE.

On s'abonne hors d'Épinal : — à *Rubervillers*, chez le citoyen MÉJAT, limonadier; — à *Brugères*, chez le citoyen HENRI CLAUDEL; — à *Mirecourt*, chez le citoyen ROLLIN-L'ÉCOLE; — à *Dompaire*, chez le citoyen L. GUYOT, brasseur; — à *Saint-Dié*, chez le citoyen DUBOIS brasseur; — à *Gérardmer*, chez le citoyen GUERY, notaire; — à *Remiremont*, chez le citoyen MOUGIN, imprimeur; — à *Neufchâteau*, chez le citoyen CHAPPAUT, limonadier; — à *Serecioux*, chez le citoyen QUELLOT, notaire.

## PROCLAMATION

DU RÉSULTAT DU SCRUTIN  
 à l'Hôtel-de-Ville.

Le 28 à DEUX HEURES ET DEMIE LE DÉPOUILLEMENT GÉNÉRAL ÉTAIT TERMINÉ.

LE PRÉSIDENT DU BUREAU A PROCLAMÉ AU MILIEU D'UN SOLENNEL SILENCE LE RÉSULTAT :

Ch. GUILGOT, candidat républicain, 53,344.

RAOUL, candidat de la Préfecture, 26,703.

MATHIEU, 174. — Voix perdues, 1,442.

HONNEUR A LA BOURGEOISIE! HONNEUR AUX CAMPAGNARDS!

HONNEUR A L'ARMÉE!

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Remiremont, le 30 Mars 1850.

Ainsi que nous l'avions prévu, la victoire a été complète. Le citoyen Guilgot a obtenu 53,344 suffrages, sur le général Raoul qui n'a eu que 26,703.

Le *Journal des Vosges* du 26 annonce d'avance au parti de l'ordre sa défaite; il gourmande chefs et soldats qui ont donné les premiers, le signal d'un véritable sauve qui peut, en apprenant la mort du général Raoul. Il faut évoquer, dit-il, les souvenirs de Leipsick et de Waterloo, pour se faire une idée juste de toutes les turpitudes que nous aurions à révéler. — Mais toute réflexion faite il préfère se voiler la face :

Grand Dieu! que s'est-il donc passé, le désordre dans le parti de l'ordre; l'honnête bourgeois qui grossit les rangs du parti républicain?

Et pourquoi pas?

Croyez-vous que la bourgeoisie à laquelle vous avez fait peur jusqu'ici, croira plus longtemps à la guillotine,

## FEUILLETON DU PEUPLE VOSGIEN.

## MADAME DE SILVEYRA (1).

La *Coquette Marie*, jolie corvette de 25 canons, quittait, au mois de juin 18... le port de Lisbonne et faisait voile pour Toulon.

La *Coquette Marie*, fringante et parée avec ses blanches voiles, ses légers cordages, son pont uni et propre, fendait les ondes, vent arrière, inclinant par moment sa voilure sous une brise fraîche, comme une jolie femme qui s'incline capricieusement et se redresse, la taille cambrée, l'œil vif et mutin, le sourire aux lèvres.

Il y avait à bord de la corvette un capitaine aimable, instruit, d'une grande sévérité pour l'exécution des devoirs, d'une grande indulgence pour les fautes légères, qu'il feignait d'ignorer, afin de ne les point punir. Il était bon et généreux pour ses passagers, aimable avec ses officiers, prévenant pour les matelots, et fort galant avec les passagères. Aussi la réputation du capitaine Roland était-elle bien établie, et la *Coquette Marie* avait-elle une excellente renommée.

A bord, tout se ressentait de l'humeur charmante du capitaine, et tout répondait au nom gracieux du joli navire. Les officiers étaient jeunes et brillants. Les matelots n'avaient rien de ces rudes loups de mer qui ne jurent que par babord et tribord; ils étaient doux et polis comme des marins d'eau douce. Tous passagers

(1) La reproduction de ce roman est formellement interdite à tous les journaux qui n'ont pas traité avec la correspondance littéraire de M<sup>me</sup> Clémence LAURE.

au partage, au communisme et autres grands mots que vous avez inventé pour l'attirer dans votre parti? — Croyez-vous qu'elle ne s'aperçoive pas que la fameuse devise : *Religion, famille, propriété*, n'était pas tout bonnement un appât pour la prendre à la glu? Elle reconnaît le piège, elle ne s'y laissera plus prendre.

Croyez-vous qu'elle a oublié l'expédition de Rome;

Le rétablissement de l'impôt des boissons;

La loi sur l'instruction publique en faveur des jésuites;

La mise arbitraire en état de siège de six départements;

Les rigueurs exercées contre la presse républicaine.

La défiance universelle qu'inspire les projets, les secrètes manœuvres et les publications factieuses d'une camarilla non désavouée; enfin toute les mesures de réaction et de compression dont vous vous faites les suppôts.

— La dissolution de la garde nationale d'Épinal que vous avez conseillé.

Nous comprenons votre fureur aujourd'hui, un grand spectacle vous a été donné le 10 mars par le peuple de Paris, la bourgeoisie et l'armée. De même à l'exemple du peuple de Paris, dans le département des Vosges, devant l'urne électorale, la réconciliation aussi, devient complète, intégrale. Vos plus chères espérances sont ruinées; vous aurez beau dire, beau faire, les cris insensés que vous pousserez ressembleront aux dernières convulsions d'un moribond, qui, par tous les moyens possibles, cherche à se rattacher à la vie.

Dès à présent, en songeant aux premières grandes assises du suffrage universel, vous n'avez plus qu'à vous répéter, comme les Trappistes creusant chaque jour leur fosse : Frères, il faut mourir!

## A M. Victor Resal, représentant du peuple.

Humble conseil.

On sait que deux partis partagent la France. — Le premier est le parti socialiste qui promène sa critique sur toutes les questions vitales, note des maux, des vices

de tous pays faisant mille démarches pour obtenir passage sur la corvette du capitaine Roland, où l'on trouvait une table exquise, des rapports agréables, une bonne bibliothèque, de la musique et des causeries le soir, sur le gaillard d'arrière, pleines d'esprit, de verve et d'enjouement.

La *Coquette Marie*, le jour où nous la prenons en pleine mer, à mi-route de Lisbonne à Toulon, avait son équipage au grand complet, une dizaine de passagers, et quatre ou cinq dames, femmes, filles ou sœurs des passagers.

Durant le jour on se réunissait au salon du capitaine, les dames avaient un ouvrage ou faisaient de la musique, les hommes lisaient ou allaient fumer sur le pont. Le soir, quand la nuit était belle et étoilée, c'était à l'arrière du bâtiment que l'on se réunissait : passagers, passagères et officiers devisaient gaiement, ou bien quelquefois, dans un concert improvisé, les voix s'unissaient; des chœurs pleins de poésie et de puissance se mêlaient au bruissement de la vague qui venait se briser blanche d'écume aux flancs de la corvette.

Un soir, le capitaine Roland était entouré des dames du bord, et assis à l'avant, ayant à ses côtés ses officiers, il luttait en suriant contre la curiosité féminine vivement excitée.

Tous les hommes ne sont point exempts de ce charmant défaut que l'on reproche tant aux femmes, et ceux qui paraissent aussi intéressés que personne aux réponses qui suivent les questions.

— Voyons, capitaine, disait une petite dame blonde en minaudant, vous connaissez, vous, cette dame invisible, qui depuis notre départ n'a pas quitté sa cabine, et n'est

redhibitoires, indique des réformes et ne cesse de demander, au nom de la justice et du malheur qui accablent les déshérités de ce monde, qu'on y fasse droit dans la mesure du possible.

Le second parti, celui qui règne de nos jours, prétend marcher dans la voie du progrès, et ne bouge pas; il veut soulager, et ses chefs se tordent dans l'impuissance. Dans un moment où les espérances s'ouvrent à l'avenir, où des flots de lumière débordent, son apathie laisse croupir le peuple dans l'ignorance et la faim. Le cœur desséché par l'égoïsme, l'esprit étouffé par les préjugés, il a une peur instinctive, irraisonnée des idées émancipatrices et se cramponne à tout ce qui fait notre mal aujourd'hui, comme à une ancre de salut. Sa dialectique ne consiste pas à prendre corps à corps les réformes proposées, à les analyser, les disséquer et tâcher d'en faire sortir une absurdité. Non, ce serait là un combat loyal qui tournerait trop au désavantage de ce parti; pas si maladroit, son jeu consiste à faire déroger l'opinion publique sur les idées émises, de les travestir, puis de montrer à tous, dans le lointain, une image fantastique, l'ogre du communisme qui va tout dévorer. Cette tactique a parfaitement réussi, car nous avons de nos jours ce spectacle navrant de voir notre pays divisé en deux camps ennemis, où la cause de la haine vient d'idées complètement ignorées et méconnues par ceux-là même qui n'en veulent plus.

Voici une brochure sortie de ce parti aveugle et dernièrement répandue dans les Vosges. Elle est intitulée : *Un mot sur la situation*, par M. RESAL (Victor), représentant du peuple. Ce titre paraît faire croire qu'elle va parler de ces idées, et elle n'en dit pas un mot. Elle rejette, elle récuse, elle s'indigne, contre quoi? — Est-ce contre le socialisme? Mais le socialisme économique est un ensemble d'idées sur le crédit, sur la constitution des banques, sur les associations, sur les échanges, sur la fonction circulatoire, sur les moyens d'augmenter la consommation pour augmenter la production et dès-lors le travail. Voilà l'actualité. Voilà où

apparu, dit-on, que deux ou trois fois sur le pont, la nuit, quand nous dormions tous.

— Oui, madame, je l'ai vue, puisqu'elle a embarqué. Je sais même son nom qu'elle ne paraît pas vouloir cacher.

— Son nom d'abord?

— M<sup>me</sup> de Silveyra.

Les passagers se regardèrent; personne à Lisbonne n'avait entendu prononcer ce nom.

Robert de Jumilly, jeune homme fort admiré à bord par la beauté de ses traits, sa distinction et son élégance, écoutait curieusement le capitaine dont il était l'ami.

— Et cette dame, capitaine, est-elle belle? demanda-t-il.

— Belle comme une Madone, mon cher Robert; et si votre cœur n'a pas une de ces grandes passions qui servent de bouclier, n'essayez pas de voir M<sup>me</sup> de Silveyra. Rien de plus parfait, de plus adorable que cette femme.

— Je ne l'aurais pas cru, dit la dame blonde en pinçant un peu les lèvres; cette obstination à fuir tous les regards.

— A vivre seule, dit vivement une autre dame, un peu pâle, un peu maigre et qui semblait chercher les regards de Robert; à ne faire aucune démarche pour se réunir à nous, tout cela m'aurait fait croire à une laideur repoussante.

— Il est rare, reprit Robert en souriant, qu'une femme se sache réellement laide, et j'aurais fort bonne opinion de celle qui verrait ainsi la vérité, dans son miroir.

— C'est de l'originalité, reprit la dame blonde.

est porté le litige entre le parti de M. Resal et le parti socialiste. La brochure en parle-t-elle? Non, pas un mot. La question que semble promettre le titre n'est pas même effleurée. L'auteur a sauté à pieds joints sur des réformes urgentes, qui sont les seules demandées, pour se livrer à de banales déclamations contre le communisme, dont nous ne voulons pas plus que lui. S'il n'a point abordé ces questions, c'est qu'il ne les connaît pas, c'est qu'il n'a pas conscience de leur valeur, c'est qu'il n'a sur le socialisme que les fausses idées qui courent les rues, et qu'il a cru devoir ramener bien précieusement pour en faire cadeau aux Vosgiens.

Mais si la brochure a paru à côté de la question, espérez-vous rencontrer là, quelque idée heureuse qui va soulager une société frémissante sous le malaise? Quelle est la manne bienfaisante qui va tomber dans la chaumière du paysan ou dans la mansarde de l'ouvrier? Lisez-là : la recette peut se résumer dans cette formule si souvent citée et bien vraie : *Laissez faire, laissez passer*, et qu'un prolétaire a transformé en celle-ci : *Laissez souffrir, laissez mourir*.

Le cœur se serre de douleur et se dégoûterait de l'existence en se voyant fermer toute espérance.

Paysan trempe la terre de tes sueurs. Dieu t'envoie de magnifiques récoltes et ta vie n'est que privation, tu peux à peine payer ton fermage et l'impôt; marche toujours le remède est dans l'ordre.

Ouvrier, lime, pioche, rabote douze heures par jour, ton salaire est compressible jusqu'à zéro, ne te plains pas; tout cela est naturel, le remède est dans l'ordre, voilà la panacée; le médicament universelle est trouvé.

Si sous Louis-Philippe, alors que l'ordre régnait, tu n'étais pas très-heureux, c'est que probablement il n'y avait pas encore assez d'ordre. L'ordre à sa suprême puissance, voilà l'idéal; voilà l'âge d'or que nous devons tâcher d'atteindre.

Paysans? — Si quelqu'un calcul comment les fruits de la terre haussent, et te dit que le gros commerce des grains, les accaparements n'y sont pas étrangers. — Sois assuré que c'est un imposteur.

Si quelqu'un te dit qu'il existe un moyen de te prêter de l'argent à un taux modéré et de t'arracher à la lèpre de l'usure. — Sois assuré que c'est encore un imposteur. — On cite un pays, l'Ecosse où les campagnes sont riches, où les journaliers eux-mêmes trouvent à emprunter lorsqu'ils sont honnêtes et cela par une organisation de banques agricoles, inconnue en France. — Mais n'y crois point; cela doit être une utopie l'ordre est bien préférable.

Si quelqu'un te prouve que les octrois restreignent la consommation dans les villes, et retombent sur le bien-être des campagnes. — N'y crois point. — Les octrois sont presque la seule fortune des villes et les moyens proposés pour les remplacer sont d'abominables moyens, ils sentent l'utopie, c'est ce que nous avons démontré à Léon Faucher, un brave de l'école de Mal-

— N'est pas original qui veut, dit encore Robert.

— C'est un raffinement de coquetterie, fit encore la dame maigre d'un petit air scandalisé.

Ni l'un ni l'autre, reprit le capitaine, c'est tout simplement de l'indifférence. M<sup>me</sup> de Silveyra est veuve, je crois; d'une rare beauté; son langage est épuré, ses moindres mouvements sont empreints d'une grâce et d'une élégance indescriptibles. Elle est grave, et je l'ai jugée ou s'endormant dans une douleur calme et résignée, ou absorbée par une de ces idées dominatrices qui envahissent les cœurs les plus forts, les esprits les plus fermes et les détachent de tout ce qui ne se rapporte pas à cette idée elle-même.

— Mais vous en faites une héroïne de roman, dit dédaigneusement la dame blonde.

— Vraiment, fit Robert en souriant, si ce que le capitaine dit est vrai, cette belle et poétique héroïne trouverait vingt héros qui commenceraient volontiers avec elle un roman d'amour.

— Oh! voilà bien les hommes! s'écria la dame maigre, toujours prêts à se passionner pour l'inconnu.

— L'inconnu, c'est l'imprévu, reprit Robert; et quoi de plus délicieux que l'imprévu dans la vie!

— Eh moi je ne comprends pas qu'on tombe amoureux d'une femme sans la connaître.

— D'abord, madame, je vous prie de remarquer que je ne me prétends pas le moins du monde amoureux de l'étrangère; mais, d'autre part, mesdames, quand nous vous aimons, est-ce que nous vous connaissons?

— Ah! une épigramme...

— Dieu m'en garde! j'aurais affaire à trop forte partie. Je veux dire simplement, madame, que nous vous voyons, que nous vous aimons, sans jamais aller au-delà. On veut connaître le commensal qu'on admet à

thus, qui dans le temps avait de ces lubies et qu'il a bien vite abandonné depuis.

Si quelqu'un te dit que la propriété foncière en France, paie 850 millions (1) d'impôts, c'est-à-dire plus de la moitié du revenu (tandis que l'Angleterre, elle, ne paie que 1/8 du revenu) et qu'en outre elle paie 587 millions d'intérêt hypothécaires, ce qui lui donne des charges tellement lourdes que le cultivateur n'y peut matériellement résister. — N'y crois point; ai confiance; ordre, sécurité, marche toujours; à toute chose il y a une fin. Est-ce que le curé ne t'a pas dit que le bonheur n'était pas sur la terre.

Et toi, ouvrier mon enfant, qui te laisse égarer par des prédications impies, écoute-moi bien pour savoir te garantir des sophistes.

Si l'un d'eux te dit que sur un objet que tu as fabriqué, le capitaliste en prélève le tiers, le commerce un autre tiers, l'impôt et les surcharges imprévues un quart, et qu'il ne te reste pas grand chose sur un objet auquel tu as donné toute sa valeur. — Ne l'écoute pas. C'est un empoisonneur. Nous avons pour toi toute la sollicitude d'un père, nous compatissons à toute tes souffrances, nous travaillons tous les jours à ton bonheur, et la preuve c'est que nous avons trouvé que l'ordre remédierait à tous les maux; avec l'ordre toutes les inconséquences disparaissent et chaque chose reprendra comme par enchantement sa place naturelle.

Si quelqu'autre sophiste te dit que l'association pour le travail, donne économie dans la main d'œuvre, meilleure gestion et meilleure direction, et qu'aux associations on peut donner le crédit. — N'en crois rien. Les associations, c'est de la drogue. On dit qu'à Lyon et à Paris elles ont réussi malgré leur difficulté d'établissement, mais je n'y crois pas. On prétend aussi que l'association émancipe l'ouvrier de toute tutelle pour le subordonner à son travail seulement, et aux statuts de l'association, mais je ne vois pas cela.

Mais méfies-toi par dessus tout de ces expressions de crédit. C'est le supplice de Tantale qu'on t'inflige. Créditer c'est donner de l'argent, selon moi; or, on ne peut disposer de l'argent de l'état, qui est celui des contribuables, parce que cet argent doit solder les services publics. Que si de faux logiciens te disent qu'avec 100,000 fr. l'on peut donner crédit pour un million et aider ainsi une masse de travailleurs associés, ne te laisse pas entraîner ce ne peut-être que des rêves; la preuve, c'est que moi, qui ai beaucoup d'expérience, je n'y crois pas. Tout n'est pas parfait, mais lorsque nous aurons pulvérisé toute la sophistique des socialistes, alors nous nous mettrons à l'œuvre, nous rendrons l'ordre fécond. Exemples :

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous allons

(1) Contribuables directs.....	426 millions.
Enregistrement.....	208 id.
Part dans les autres impôts.....	216 id.
Total.....	850 millions.

son foyer, l'ami qui aura sa part de nos peines, de nos plaisirs; la femme jeune et belle qui s'offre à nos regards, nous voulons l'aimer, rien de plus.

— Allons, ce que vous voulez en ce moment, c'est faire votre paix avec moi, n'est-ce pas? minauda la dame maigre.

La dame blonde se mordit les lèvres pour dissimuler un sourire médisant. Le capitaine venait de commencer une conversation politique avec d'autres passagers et jusqu'à l'heure du dîner, les à part continuèrent. Mais pendant le repas, Robert fut rêveur et distrait.

M<sup>me</sup> Delorme, la dame maigre, veuve, qui n'eut pas mieux demandé que d'accueillir les hommages de Robert, et M<sup>me</sup> d'Annis, la petite blonde qui allait rejoindre son mari en France et qu'un peu d'innocente coquetterie eut distrait des ennuis du voyage, toutes d'eux, réunies par un danger commun quoique éloigné, avaient aiguisé leurs griffes féminines contre l'inconnue absente, et elles avaient préparé un résultat prévu : elles avaient éveillé la curiosité de Robert, excité son intérêt, provoqué son attention vers cette femme mystérieuse qui se cachait depuis le départ de Lisbonne. Elles avaient voulu railler les bizarreries de M<sup>me</sup> de Silveyra et elles avaient réussi à remplir l'esprit du jeune homme de cette gracieuse image évoquée par le capitaine.

Qu'arriva-t-il? c'est que Robert fut d'abord rêveur, puis distrait, puis, qu'après le dîner il emmena le capitaine à l'extrémité du pont en lui disant : capitaine, vous êtes un charmant garçon. Voilà trois fois que je vous rencontre dans mes voyages et que vous me ramenez sain et sauf au port. Je vous ai voué une vive amitié.

— Je le sais, mon cher Robert, et vous avez en moi un véritable ami. Puis-je vous rendre un service.

toujours accoucher de bien des choses, de l'aumône sur une grande échelle, des caisses de secours et de retraites (1), de l'expatriation en Algérie, etc. etc.

Arrêtons-nous là. La dérision fait mal.

Le lecteur vient de voir quelques unes de nos idées, à côté du bagage du grand parti de l'ordre. A lui de conclure s'il en a le courage.

Revenons à la brochure de M. Resal.

A. THÉRIX.

(La suite au prochain numéro.)

**Armée.**

Nous avons publié le résultat du dépouillement du scrutin ouvert, il y a trois jours, dans le 55<sup>e</sup> de ligne en garnison à Caen, pour l'élection du département des Vosges. Sur 83 électeurs votants, 79 ont donné leurs voix au candidat démocrate. Aux élections du 10 mars, le 55<sup>e</sup> s'était prononcé avec le même patriotisme, avec le même ensemble. L'autorité militaire supérieure en a été, à ce qu'il paraît, vivement contrariée. Il est des chefs qui ne peuvent pas élever leur intelligence jusqu'à comprendre, ou qui se refusent à admettre que la couleur du vote du soldat ne se règle pas par un ordre du jour, comme un détail du service intérieur. On a distribué aux militaires du 55<sup>e</sup> des listes blanches; ils les ont repoussées; ils se sont procurés des listes rouges, et ils les ont déposées dans l'urne électorale; c'était leur droit. Ni le colonel de ce régiment, ni le général commandant la division de Caen, n'avaient à intervenir dans cette affaire purement civile, tout à fait étrangère à la discipline.

Cependant, nous lisons dans le journal le *Haro*, à la date du 23 mars :

« Hier, les sergent Sclinger, du 55<sup>e</sup>, le voltigeur Laplace et le fusilier Sanglier ont été prévenus qu'ils partiraient pour l'Afrique. On les envoie sans doute aux isolés. Quels sont les motifs de ce départ? Est-ce la mauvaise conduite? Le sergent Sclinger a été sergent de grenadiers; il a été envoyé dans le centre, avec le même grade, pour avoir un jour parlé politique au poste. Ce militaire, dans sa carrière, n'aurait pas, nous dit-on, d'autre punition.

» Le fusilier Sanglier comptait, nous dit-on encore, quatre jours de punition, en quatre ans de service; et le voltigeur Laplace, cinq jours de punition en cinq années de service.

» Les opinions démocratiques de ces militaires sont donc les seuls motifs de la mesure qu'on vient de prendre contre eux.

» Lorsque cette décision fut connue hier de la garnison, elle produisit une pénible sensation.

» Ces trois militaires ont été enlevés cette nuit, à minuit, par cinq gendarmes à cheval et deux gendarmes à pied. Ils ont été conduits jusqu'à Lengannerie, première étape sur la route de Falaise.

» Ce matin, en apprenant leur départ, les soldats de la caserne de Vaucelles ont fait des manifestations que nous

(1) Les caisses de prévoyance sont une idée émanant d'un socialiste, Olinde Rodrigue

— Oui, capitaine, un grand service : faites-moi voir M<sup>me</sup> de Silveyra.

Le capitaine bondit.

— Quelle idée vous est venue! Pourquoi? dans quel but voulez-vous voir M<sup>me</sup> de Silveyra?

— Est-ce que je le sais, moi. Je veux la voir, parce que vous avez vivement arrêté ma curiosité, parce que vous avez dit qu'elle était belle, charmante, et qu'une femme belle et charmante est toujours la plus délicieuse curiosité que je puisse rencontrer dans ma vie.

— Eh bien, mon cher ami, je vous aime, et je ne vous ferai pas voir M<sup>me</sup> de Silveyra.

— Vous êtes donc intéressé au mystère qui l'enveloppe.

— Pas du tout, je vous le jure. Mais M<sup>me</sup> de Silveyra m'a dit en embarquant :

M. le capitaine, je désire avoir une chambre, être servie chez moi, et sous aucun prétexte vous ne permettez à personne de venir m'interrompre : il faut que vous m'en donniez votre parole.

Et j'ai donné ma parole.

— Ah! diable!.. mais est-ce que vous ne pourriez pas m'envoyer... comme ambassadeur... pour une affaire de service.

— Eh bon Dieu! s'écria le capitaine en riant, quelle affaire de service peut exister entre moi et ma belle passagère, mon cher Robert. Je ne puis qu'une chose pour vous. Vous indiquer un moyen de voir notre invisible sans pour cela manquer à ma parole.

— Ah! capitaine, merci!

(La suite au prochain numéro.)

TITUS.

regrettons, parce qu'elles pourraient entraîner de nouvelles mesures de rigueur; et, si nous avions quelque influence sur eux, nous les prions à mains jointes de les cesser au nom de la République!

» Au nom de la République, que vous aimez, abstenez-vous de toutes manifestations qui auraient un caractère d'indiscipline. Les amis que vous regrettez tous vous tiendraient le même langage. Ecoutez les! le calme, la dignité, la discipline sont, avant que le civisme, les vertus du soldat républicain. Pratiquez-les.

» On comprend qu'en présence de ce qui se passe, même au moment où nous écrivons, nous nous abstenions de toute réflexion, et que nous ne racontions rien de ce qui a eu lieu aujourd'hui à la caserne. »

Un de nos correspondants de Caen nous donne sur ce qui s'est passé dans le 55<sup>e</sup> des renseignements circonstanciés que nous ne reproduisons pas en entier. Au moment de l'enlèvement des trois militaires dirigés sur l'Afrique, leurs camarades ont quitté les chambres de la caserne, se sont réunis dans la cour, protestant par leurs cris et par les chants de la *Marseillaise*, etc., contre la décision prise par le général de division, ou plutôt par le ministre de la guerre. Le matin on leur avait signifié qu'ils étaient consignés; puis cette consigne a été levée, et plusieurs centaines d'hommes sont allés se réunir au lieu dit des quatre colonnes, sur la route de Falaise, en face de Cormelles, etc., etc.

Comme le *Haro*, nous regrettons profondément que le 55<sup>e</sup> se soit laissé entraîner à cette manifestation; et nous nous joignons à notre confrère pour le conjurer de garder le calme le plus impassible en présence des traitements odieux que le pouvoir inflige incessamment aux officiers, aux sous-officiers, aux soldats les plus dévoués à la République. L'armée traverse de bien mauvais jours; mais la durée n'en sera pas longue. Elle doit au pays, à la République, elle se doit à elle-même de répondre par la plus froide sagesse aux actes les plus iniques, les plus insensés. Qu'elle ne perde pas de vue, surtout, que la République est grandement intéressée à ce que les prétextes manquent à M. d'Hautpoul pour déporter en Afrique des hommes qui, dans telle circonstance qu'il est permis de prévoir, pourrait exercer une influence utile sur les destinées de la patrie.

Du calme donc, de la patience, du respect pour la discipline, et les bulletins rouges dans l'urne, aux jours d'élection: telle doit être la règle de conduite de l'armée, tant que la Constitution sera respectée. En mai 1832 sonnera l'heure de la délivrance.

(National.)

Le retour de Henri V est demandé ce matin en ces termes par la *Voix du Peuple*:

« Nous demandons le rétablissement de la monarchie, non point de la monarchie constitutionnelle telle que nous l'avons eue pendant trente années, mais de la monarchie absolue telle qu'elle existait en 1788, avant la convocation des états-généraux.

» Nous demandons qu'on rappelle M. de Chambord, et qu'on lui rende le trône et ses prérogatives.

» Puisque nous en sommes réduits à disputer les libertés que soixante ans de révolutions et de discussion semblaient avoir mis hors de cause, nous voulons avoir à combattre le principe et l'institution qui, seuls, donnent à l'autorité sa dignité et sa valeur.

» Cela nous fait honte d'avoir pour antagonistes ces despotes de rencontre qui, si les révolutions qu'ils ont allumées n'avaient point réussi, mangeraient aujourd'hui, comme nous, le pain de l'exil et coucheraient, à côté de nous, sur la paille des cachots.

» N'est-il pas vrai que ces gens-là, qui fulminent contre la liberté et l'esprit d'opposition, ont comme nous vécu, pendant trente ans, de cette liberté et de cet esprit d'opposition?

» N'est-il point vrai que ce sont eux qui ont épuisé tous les arguments qu'on peut faire valoir contre l'arbitraire et l'absolutisme?

» N'est-il point vrai que ce sont eux qui nous ont faits tels que nous sommes, ardents à la poursuite du progrès et réfractaires à toute idée de rétrogradation?

» N'est-il point vrai que ce sont eux qui ont soufflé dans nos âmes généreuses la haine de l'autorité et l'amour de la liberté?

» Quel est celui dont le passé est pur de toute révolte? Qu'il se lève, et que celui-là nous jette la première pierre.

» Mais quant à ces bâtards des révolutions qui renient leurs mères, nous voyons en eux des rivaux; nous refusons de les considérer comme des adversaires. »

#### Opinion des journaux sur la loi de la presse.

Le *Journal des Débats* n'hésite pas à se prononcer contre les propositions du ministère, mais sans se donner que la presse trouvera peu de sympathies dans l'Assemblée.

Le *Constitutionnel* se borne à déclarer que les journaux n'ont été ni consultés, ni même entendus.

M. Chambolle, qui a voté l'urgence hier, fait aujourd'hui des réserves dans son journal *l'Ordre*.

L'Assemblée nationale, qui avait fulminé quatre articles contre les projets de loi, alors qu'ils se trouvaient encore dans les portefeuilles de MM. Baroche et Rouher, ne trouve plus un mot de critique aujourd'hui.

Les journaux de la droite blâment ouvertement. On lit dans *l'Union*:

« Le cabinet actuel a voulu rétablir une législation reconnue impuissante, une législation qui, souvent appliquée, n'a jamais pu sauver les gouvernements qui y ont eu recours. C'est montrer à la fois et une portée d'esprit médiocre et une jactance excessive. »

L'Opinion dit:

« On commence la lutte en prenant une position où l'on a été et où l'on sera toujours vaincu. On recommence une gageure toujours perdue et qui le sera encore. »

La *Gazette de France* compte sur l'opposition des légitimistes et dit:

« L'Assemblée, nous l'espérons, sauvera le pouvoir de sa propre imprudence; elle l'empêchera de se perdre lui-même et de perdre la société. »

M. de Girardin, dans la *Presse*, pose ce dilemme à L. Napoléon:

« Prétendriez-vous que loin de nous perdre, vous nous sauverez? Vous ne sauriez le prétendre. Car le langage que je tiens, deux ans après la révolution de 1848, est exactement le langage que vous teniez, deux ans après la révolution de 1850, et si ce langage, qui n'a fait que changer de bouche n'eût pas été vrai, le roi Louis-Philippe ne serait pas à Claremont où il est, le neveu de l'empereur ne serait pas à l'Élysée où vous êtes... »

Le *Siccle* s'indigne des lois de vengeance présentées hier; mais il s'en console en pensant « que les lois de septembre, que l'on copie, ont donné au journalisme assez de puissance pour qu'à sa voix le peuple entier soit levé le 24 février 1848... Penser, ajoute-t-il, qu'on peut réagir contre la marche du monde, contre le développement de la nationalité française par la compression des libertés publiques, quand on a derrière soi l'exemple de Napoléon, de Charles X et de Louis-Philippe, c'est (qu'on nous passe le mot), c'est niais. »

Le *National* demande ce qui peut justifier l'aggravation des lois sous l'empire desquelles, jusqu'à présent, l'ordre avait été parfaitement maintenu?

« La rue est calme. Les esprits sont calmes. La presse est calme. Qui donc fait l'agitation?... Le pouvoir, rien que le pouvoir... On a osé répondre au scrutin du 10 mars par l'inauguration du système de la répression à outrance. On a osé jeter un défi au suffrage universel. Le suffrage universel relève le gant et il répondra à son tour! »

La *République* et la *Démocratie pacifique* démontrent que « l'unique prétexte des lois proposées par le ministère est de venger contre la presse la défaite de ses candidats. »

La *Voix du Peuple* remercie MM. Baroche et Rouher du vigoureux coup d'épaule qu'ils viennent de donner aux opinions qu'elle représente dans le parti démocratique.

### Chronique locale.

CANTONS.	GUILGOT.	RAOUL.	MATHEU.	VOTANS.
Bains.....	159	1,446	1	1,635
Brouvelieures...	459	192	»	651
Bruyères.....	1,667	1,201	18	2,901
Bulgnéville.....	960	885	1	1,901
Charmes.....	649	1,590	2	2,046
Chatel.....	1,517	779	4	2,107
Chatenois.....	885	920	»	1,855
Corcieux.....	1,405	524	»	1,759
Coussey.....	244	966	»	1,252
Darney.....	929	906	»	1,848
Dompierre.....	1,585	1,077	5	2,477
Epinal.....	2,548	718	105	3,576
Fraize.....	651	576	»	1,071
Gérardmer.....	425	155	»	585
Lamarche.....	990	1,259	1	2,281
Mirecourt.....	1,019	1,444	5	2,495
Monthureux s. S.	602	704	»	1,512
Neufchâteau.....	1,228	1,500	5	2,583
Plombières.....	590	924	2	1,555
Rembervillers....	1,951	1,181	2	3,161
Ramonchamp....	890	515	»	1,414
Raon-l'Étape....	994	599	»	1,596
Remiremont....	1,806	709	17	2,554
Saales.....	449	656	1	1,256
Saint-Dié.....	1,825	747	2	2,588
Saulxures.....	958	1,147	»	2,232
Schirmeck.....	1,587	575	»	1,975
Senones.....	1,168	459	1	1,612
Vittel.....	1,045	1,110	»	2,179
Xertigny.....	1,087	965	5	2,065
Armée.....	1,575	1,522	»	»
<b>TOTAUX.....</b>	<b>55,544</b>	<b>26,705</b>	<b>174</b>	<b>57,134</b>

SIMPLE QUESTION A M. BUFFET.

M. Buffet a dit dans un groupe à l'assemblée nationale « que si la démocratie triomphait dans les Vosges, il fallait désespérer du salut de la France. » (Sic.)

Que pense M. Buffet de l'avenir de la France, M. Guilgot a obtenu 55,544 voix.

Le même M. Buffet se propose, dit-on, d'attaquer la candidature de M. Guilgot et de demander l'annulation. Déjà M. Grandjean, notaire à Charmes, a pris le devant et a adressé une protestation prématurée, pour nous servir de l'expression du *Patriote*, contre l'élection du 24 mars.

MM. Buffet et Grandjean, ignorait alors l'imposante majorité obtenue par le citoyen Guilgot, nous les mettons au défi de soutenir leur thèse. Il est vrai que la majorité est omnipotente, mais elle saura au moins ne pas se déjuger.

Ont voté pour que l'instruction soit mise entre les mains des curés et des jésuites, MM. AUBRY, BUFFET, FEBVREL, HOUEL, RESAL et de RAVINEL.

Ont voté pour que l'instruction ne soit pas placée entre les mains des jésuites, MM. FOREL et HUOT.

Les votes de notre représentant Forel sont toujours ceux d'un consciencieux et loyal républicain, félicitons-nous de lui avoir envoyé un ami et un républicain de sa trempe, dans la personne de l'élu d'hier, Charles Guilgot.

Notre mission étant de tenir le peuple au courant de ce que l'on fait en son nom, et de quelle manière les hommes auxquels il a confié l'exercice de sa souveraineté, remplissent leur mandat, sous peu nous donnerons un tableau indicateur des votes de chacun de ces hommes, qui ont si mal tenu les promesses faites avant leur élection.

Les populations jugeront ces hommes, qui parlaient si bien et qui agissent.....

Nous recevons de La Bresse une lettre par laquelle nous sommes informés que, dans cette commune comme dans plusieurs autres, les bulletins portant le nom du général Raoul ont été prodigués d'une manière incroyable, et que les bulletins portant le nom Guilgot, ont été soigneusement détruits par ceux-là mêmes qui étaient venus en demander dans nos bureaux.

Il n'y a pas qu'à Paris, où le parti qui s'intitule honnête et modéré a décidé de ne plus se fournir chez les négociants ayant voté pour les candidats démocrates. Nous savons de source certaine, qu'à Epinal un fabricant de chapellerie a menacé ses ouvriers de les renvoyer dans le cas où ils voteraient pour le citoyen Charles Guilgot, prétendant leur interdire de s'occuper d'autre chose que de leur ouvrage. Le brave homme ne s'attendait guère à la réponse que nous transcrivons textuellement.

Vous avez le droit d'exiger que notre travail soit bien fait et notre temps bien employé, puisque vous nous donnez salaire, mais nous sommes citoyens et électeurs comme vous, et vous n'avez pas le droit de nous intimor vos volontés et de nous imposer vos opinions.

Nous nous réservons de publier les menées du parti de l'ordre, les renseignements qui nous parviennent sont des meilleurs.

Nous recevons, au moment de mettre sous presse, une réponse à un article inséré dans notre dernier numéro, intitulé à M. M., ancien maire de village. Nous nous empresserons de l'insérer mercredi prochain.

Neufchâteau, 22 mars 1850.

Monsieur le Rédacteur,

L'urne électorale pour le département est fermée; quel en sera le résultat? Quel qu'il soit, je me crois dès aujourd'hui en droit de venir constater le progrès de la démocratie, quant à ce qui concerne notre canton. C'est ce que je viens faire; en même temps permettez-moi de remercier, par l'organe de votre journal, tous les démocrates des efforts qu'ils ont dû faire pour arriver à ce résultat; qu'ils persistent encore un peu et nous verrons arriver avec joie les élections de 1852.

Les élections de mai 1849 pour les neuf représentants à la législative ont constaté l'appel de 512 295 pour le département, et pour le canton de Neufchâteau seul 25,487, dont la répartition a été ainsi aux candidats honnêtes et modérés comme les citoyens Buffet, Houel, et compagnie, au nombre de 14..... 14,528 voix.

Aux quatre candidats, moitié chiens moitié loups si vous voulez, portés par les mêmes citoyens qui ont voté pour défunt M. Raoul, 4,450 sur lesquels je veux distraire le quart qui ont pu reporter

leurs voix à la démocratie. Reste . . . . . 3,322

Ensemble . . . . . 17,650

Les 17 candidats républicains et socialistes qui leur étaient opposés n'ont réunis ensemble que . . . . . 4,829

Ajoutez-y ceux que je retranche de ci-dessus . . . . . 1,108

5,937 voix.

C'est-à-dire que ce canton a donné en plus 11,713 voix à la réaction, ou près de trois voix pour une à la démocratie.

Aujourd'hui ce même canton vient de donner au citoyen Guilgot, candidat démocrate pur, 1,228 suffrages. A défaut le général Raoul, 1,500, et quand à ces chiffres expressifs j'ajouterai que le compétiteur du candidat démocrate, inconnu pour ainsi dire, est le général Raoul, né ici, où sa famille est toute connue, où ses amis et adhérents pullulent, où mille motifs que l'on fait valoir existent, où l'autorité, la magistrature, préchent cette candidature quand même. Jugez!

Maintenant, pour vous édifier sur ce résultat et vous prouver la bonne foi de nos très-honnêtes et très-modérés adversaires, vous saurez que l'avant-veille de l'élection, c'est-à-dire le 22 à six heures du soir, on sut en ville, par un voyageur arrivant de Paris, la mort de l'honorable général Raoul; ce bruit prit consistance le lendemain matin. Mais dans la crainte que cette nouvelle, toute vraie qu'elle était, ne fut attribuée à la malveillance et surtout au parti républicain dans la vue de fausser les élections, les chefs de ce parti firent leurs efforts pour empêcher qu'elle fût plus répandue, pensant avec raison que le parti honnête s'en emparerait pour les calomnier aux yeux des populations qu'ils mènent par le nez. Peine inutile, ce bruit n'était malheureusement que trop vrai, non seulement la famille en avait reçu la réalité, mais les journaux l'annonçaient.

La vérité connue, les membres du comité local crurent devoir, par une circulaire à un démocrate de chaque section de vote, prévenir les électeurs, et sous leur responsabilité personnelle, que cette mort inattendue les rendait libres de tout engagement, que ce citoyen ne pouvait plus les représenter à la législative, qu'un vote pour lui enfin était une lettre morte.

Mais déjà le mot d'ordre est pris et donné; dans chaque village, près de vous autres pauvres campagnards, pauvre troupeau de dupes, on stigmatisait les républicains des épithètes les plus infamantes, on les accusait d'un lâche mensonge, on ne parlait rien moins que de conduire les membres du comité aux galères, comme répandants des bruits faux et mensongers; aujourd'hui que vous connaissez la vérité, quels sont donc ceux qui disaient vrai? Quels sont donc ceux qui, convaincus de cette vérité, malgré tout, répandaient de faux bruits en soutenant le contraire de ce qu'ils savaient vrai? Qui mériterait punition? Ils auront la croix! Et vous les écouterez encore aux premières élections; n'ont-ils pas l'habit et l'audace du réactionnaire, la figure et la robe du jésuite, ces citoyens au sang de canard qui vous conduisent comme une procession de pénitents blancs ou comme un troupeau de moutons du Berry, qui vous vendraient, vous et votre peau, à beaux deniers comptant à un roi ou à un Cosaque! C'est tristement vrai, nous pauvres rouges, toujours prêts à verser notre sang pour la France (voyez l'armée), prolétaires, porteurs de blouse, boutiquiers, hommes qui n'avons pour nous que l'honneur et l'estime de nos semblables, quelle confiance pouvons-nous vous inspirer, ne sommes-nous pas à vos yeux des canailles, des escrocs et repris de justice, des mangeurs d'hommes! Demandez des renseignements à ce qu'il y a de mieux à Neufchâteau! Ils vous les donneront à voix basse en tête à tête; mais je les défie tous, tous entendez-vous? de dire haut et devant deux témoins ce que leur have impure répand en sale écume, si sale, si impure qu'elle dégoûterait tout honnête homme d'appartenir à un parti qui se sert de pareilles armes.

Mais est-il quelque chose de sacré pour ces hommes qui ont toujours fait métier de nous attaquer, nous qui défendons la République et la Constitution.

GASPARD.

**Intérieur.**

— La commission de la presse s'est réunie aujourd'hui. Il paraît qu'elle a pris la résolution de ne rien changer à la législation actuelle sur le cautionnement.

— Le ministre des travaux publics s'est rendu aujourd'hui dans le sein de la commission du budget. Il a annoncé 1° qu'il ne retirerait pas le projet sur le chemin de fer de Paris à Avignon; 2° qu'il ne ferait connaître les conditions faites par les diverses compagnies pour l'adjudication unique, qu'après l'adoption du projet.

— On dit partout qu'il est question de former à Paris une garde prétorienne dans le genre de la gendarmerie mo-

bile. Cette garde serait composée de 50 bataillons de 1000 hommes chaque. Encore un moyen de violente compression et surtout une grande économie apportée au budget.

— On parle d'une grande revue que le président doit passer dimanche prochain pour la fête de Pâques. Rien n'est encore positif.

— Il y a eu aujourd'hui conseil des ministres à l'Élysée-National. Le président de la République y assistait. Les protestations unanimes de la presse ont fortement ému le pouvoir. Une scission assez grave s'est même produite dans le sein du conseil. On craignait la pression des journaux des départements sur les représentants, et quelques membres du cabinet penchaient vers une modification importante à introduire dans la loi présentée.

On s'est accordé à penser que tous les efforts du gouvernement devaient être dirigés de manière à faire accepter par l'Assemblée la disposition qui rétablit le timbre, et que si le gouvernement devait faire des concessions ce ne pouvait et ne devait être que sur la question des cautionnements.

Si nous en croyons l'Estafette, la proposition de convertir en timbre-poste le timbre pur et simple proposé par le projet de loi, avait été rejetée aujourd'hui par la commission chargée de l'examen de la loi contre la presse.

**MARTYROLOGE DES INSTITUTEURS.**

Par arrêté du 18 mars, le citoyen Ragache, instituteur à Loisey, a été révoqué;

Par arrêté du 19 mars, le citoyen Grosdidier, instituteur à Boviole, a été révoqué;

Par arrêté du même jour, le citoyen Boursier, instituteur à Troussey, a été révoqué;

Par arrêté du même jour, le citoyen Pellerin, instituteur à Kœur-la-Petite, a été révoqué.

**Extérieur.**

**ALLEMAGNE VIENNE.** — On écrit de cette ville le 20 mars à la Gazette de Breslau :

« Les armements se continuent toujours sur la plus grande échelle, et tout indique que le gouvernement ne croit pas à la durée de la paix, autrement et sans les motifs les plus impérieux, alors que les finances de l'Etat sont déjà si malades, il ne se livrerait certainement pas à des préparatifs de guerre qui engloutiraient tant de millions. »

On assure en termes précis que l'armée de Bohême a reçu de nouveau l'ordre de se tenir prête à se mettre en marche au premier moment.

**PRESBOURG.** — Huit nouveaux arrêts viennent d'être rendus par la cour martiale de Presbourg, parmi lesquels une condamnation à mort contre le prêtre catholique Streke, qui provoque la résistance des populations contre les troupes russes, et qui entretenait des relations avec les guérillas. Cette condamnation a été commuée en 16 années de forteresse aux fers.

**BERLIN.** — D'après un bruit qui circulait à Berlin le 22, on aurait reçu dans cette ville des nouvelles de nature à diminuer les espérances que semblait faire concevoir l'ouver-

ture du parlement d'Erfurt. M. Rochow, ministre de Prusse à Saint-Petersbourg, fait savoir à son gouvernement que ni la marche politique suivie à Erfurt, ni la manière dont on entend régler les affaires dans le Schleswig-Holstein, n'ont l'approbation de l'empereur Nicolas. On ajoutait que l'Angleterre comme la Russie avait encouragé le Danemark à repousser les propositions de paix formulées par le gouvernement prussien.

**DRESDE.** — Dans sa séance du 21 mars de la chambre des députés de Saxe, le ministre Behr, répondant à des interpellations de M. Biedermann, a annoncé que le gouvernement se propose de faire des communications à l'assemblée au sujet du traité de Munich, pour lequel il demandera l'assentiment des chambres.

**ITALIE.** — Une lettre de Rome que j'ai sous les yeux, dit que si le Pape s'est décidé à retourner à Rome, c'est que le président de la République lui aurait écrit à peu près en ces termes :

« Il est impossible que la capitale du nom de chrétien reste plus longtemps sans gouvernement; si le Saint-Père, pour des raisons dont il n'appartient à personne de contester la valeur, refuse de quitter Portici, il sera du droit et du devoir de la République française de nommer un administrateur chargé d'exercer l'autorité suprême! C'est, dit-on, le désespoir dans l'âme que Pie IX cède à la pression des circonstances. Quant à l'armée française, on la rappellera dans le plus bref délai possible. »

**FLORENCE.** — Un échange de notes diplomatiques a eu lieu entre lord Palmerston et le ministère toscan, au sujet des dommages soufferts par des négociants anglais à Livourne. Le ministère toscan, craignant à la fin quelque recartade dans le genre du blocus de la Grèce, a offert de remettre la cause de l'arbitrage de la puissance que désignerait lord Palmerston, lequel a désigné le Piémont.

— Le procès Guerrazi continue à huit-clos; on a fait arrêter l'ex-préfet de Florence, L.-G. Rontani.

**LUCQUES,** 19 mars. — Hier soir, on a entendu retentir les cris de « Vive la République française, vivent les rouges. » Des arrestations ont eu lieu.

**CEVA.** — La résistance opiniâtre des évêques contre le progrès, se manifeste par une vive opposition contre le ministère piémontais qu'on accuse de démagogie. Le ministère se défend rigoureusement; une circulaire de l'évêque de Mondoré est poursuivie par le parquet, et le vicaire de Ceva a été mis en prison, conjointement avec deux pères capucins pour avoir prêché contre le parlement, accusant les députés de vouloir faire de la nation un repaire d'assassins.

Le Rédacteur-Gérant, A. TRÉVIN.

**ANNONCES.**

**GRAINES FORESTIÈRES,**  
Chez H. GALL, rue des Dentelles, 1, à Strasbourg.

LA  
**VOIX DU PEUPLE**  
**JOURNAL QUOTIDIEN ET HEBDOMADAIRE.**

Ce journal compte parmi ses rédacteurs les publicistes les plus distingués. La question économique, devenue si importante depuis la position de la question sociale, y est traitée avec une grande étendue. Les nouvelles politiques intérieures et extérieures y occupent aussi une grande place.

L'administration de la VOIX DU PEUPLE n'a pas voulu négliger la partie littéraire; elle a donc passé un traité avec l'administration de la CRITIQUE, Revue hebdomadaire de la Littérature, des Théâtres, des Beaux-Arts et des Sciences. Cette Revue, dont une grande partie est consacrée à la publication de Romans et Nouvelles, est imprimée sur deux colonnes grand in-8°; elle formera un magnifique volume de 852 pages par année, ou la matière de 60 volumes de romans ordinaires. Cette Revue coûte 10 fr. par an pour Paris, 15 fr. pour les départements. Tout abonné à la Voix du Peuple pourra, moyennant 1 fr. 50 c. ajouté à son trimestre d'abonnement, recevoir en prime la CRITIQUE.

La Voix du Peuple donne encore en prime à ses abonnés deux volumes in-8° par an, formant chacun 500 pages d'impression. Après la publication du Mont-Saint-Michel, qui termine fin mars, ce journal publiera, par livraisons de 16 pages par semaine, les SCÈNES DE LA RESTAURATION, par ALEXIS LAGARDE.

**PRIX D'ABONNEMENT**

A L'ÉDITION QUOTIDIENNE (AVEC SUPPLÉMENT DE QUATRE PAGES LE LUNDI) :

Paris.		Départements.	
Trois mois . . . . .	6 fr.	Trois mois . . . . .	9 fr.
Six mois . . . . .	12	Six mois . . . . .	18
Un an . . . . .	24	Un an . . . . .	36

L'édition hebdomadaire, spécialement consacrée aux questions économiques, forme 8 pages, 52 colonnes, et coûte 6 FRANCS PAR AN.

Pour jouir de la prime de la CRITIQUE, ajouter un mandat de 1 fr. 50 c. à celui de 9 fr. pour 5 mois, et, pour posséder la collection complète de la Critique au 1<sup>er</sup> avril, c'est-à-dire 6 numéros parus, ajouter 75 centimes.

On s'abonne en adressant franco un mandat sur la poste, au nom de P. LAUGRAND, gérant, rue Coq-Héron, 5. Tout mandat de plus de 10 fr. paie un droit de timbre de 55 c. Nos souscripteurs éviteront des frais en prenant deux mandats.